

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur l'accord entre la Grèce et les autres pays de la Zone euro, à Bruxelles le 13 juillet 2015.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Je vais prendre quelques questions, mais pas beaucoup parce qu'il faut rentrer.

Pascal VERDEAU, France 3

A propos des contreparties grecques, vous évoquez vous-même des mesures de redressement, et le mot résonne de manière très sévère pour la Grèce. L'hebdomadaire Der Spiegel parle même ce matin d'un « catalogue de cruautés » et un député européen disait tout à l'heure : « La Grèce nous a tendu la main et on lui a tordu le bras ». Est-ce qu'il y a eu dans cette négociation un moment où vous avez senti que l'on a cherché à humilier la Grèce, à humilier monsieur TSÍPRAS ? Deuxième question sur les mesures à prendre, le paquet de mesures à prendre avant mercredi : c'est finalement les travaux d'Hercule et c'est un petit peu mission impossible, non ?

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

D'abord, qu'est-ce qui a été apporté à la Grèce ? Il a été apporté à la Grèce, si le programme est négocié et se conclut comme nous l'espérons, 80 milliards d'euros. Cela n'avait jamais été apporté à un pays dans le cadre de l'Europe et de la zone euro. Il a été apporté un programme d'investissement de 35 milliards d'euros dans le cadre du plan Juncker. Une solidarité y compris monétaire en termes de liquidités, ce qui va être fait dans les prochains jours.

Qu'est-ce qui a été demandé à la Grèce ? Il lui avait été déjà beaucoup demandé et avec une austérité qui n'avait pas connu le résultat escompté. Il lui a été demandé de faire d'abord des réformes, celles que le Premier ministre TSÍPRAS avait lui-même acceptées puisqu'il a fait voter c'était vendredi par son Parlement un certain nombre de réformes de principe qui vont maintenant se traduire par des votes plus précis sur des projets de loi dans les prochains jours. Il lui a été demandé de mener des réformes sur le plan du marché des produits, du marché du travail, de l'énergie, et que tous les pays en Europe ont accompli. Il lui a été demandé aussi de constituer - je vous l'ai dit, cela a été un long débat - un fonds où il y aurait les actifs et les banques qui pourraient servir de gage aux prêts qui ont, justement, été accordés à la Grèce. La Grèce ne voulait pas perdre sa souveraineté, elle avait raison et elle a bataillé pour obtenir c'est Alexis TSÍPRAS qui l'a fait que ce fonds soit en Grèce, qu'il soit géré par les Grecs avec bien sûr le concours de la Commission européenne ou des institutions, et qu'il puisse être au service de la croissance en Grèce et notamment des investissements.

Enfin, tout au long de cette nuit, rien n'aurait été pire soit de vouloir humilier la Grèce, parce qu'elle demandait un programme, elle ne demandait pas l'assistanat ou la charité. Elle demandait les principes de la solidarité. Rien n'aurait été pire aussi que de vouloir opposer les uns et les autres, et je ne l'ai pas fait, parce que si un certain nombre de pays, pas simplement l'Allemagne, voulaient des garanties, c'était aussi pour obtenir de leur Parlement que l'accord puisse passer. A quoi cela aurait-il servi d'avoir un programme pour la Grèce s'il n'avait pas été voté par le Bundestag, le parlement finlandais, néerlandais, et je n'oublie pas le nôtre ?

Que demandaient les gouvernements ? D'avoir des garanties, des conditions qui puissent être respectées. Parce que si, par exemple, en France une majorité de mes compatriotes sont pour que la Grèce reste dans la zone euro, en même temps ce n'est pas sans conditions. Il était légitime qu'il y ait cette discussion. Quel est ce qui a été trouvé ? Ce n'est pas l'intérêt d'un pays

regime qu'il y ait cette discussion. Qu'est-ce qui a été trouvé ? Ce n'est pas l'intérêt d'un pays par rapport à un autre, c'est l'intérêt général de l'Europe qui a été finalement obtenu.

Maryse BURGOT, France 2

Vous semblez donc dire que la Grèce n'a pas perdu sa souveraineté mais quand on exige d'un pays qu'il soumette les lois qu'il envisage à la troïka, est-ce que quand même ce pays n'est pas un peu sous tutelle ? Parce que c'est ce qu'on a compris à propos des lois qui doivent passer avant mercredi.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Non. Il n'a pas été demandé pas par la troïka comme vous dites, mais par les ministres des Finances, puis ensuite par les chefs d'Etat et de gouvernement qu'un certain nombre de textes puissent être votés d'ici le milieu de la semaine. Pourquoi ? Pour que les parlements qui vont avoir à se prononcer puissent être certains que la Grèce va prendre des décisions. Quel était le sujet essentiel ? Un problème de confiance, c'est le sujet qui nous a finalement accompagnés tout au long de ces dernières semaines. Les Grecs n'avaient pas forcément confiance à l'égard des institutions, de la troïka comme vous dites, et puis des pays européens n'avaient pas confiance dans la Grèce, donc il fallait rétablir la confiance, la confiance mutuelle.

Ce n'est pas une tutelle, c'est simplement une preuve de bonne foi, de dire : « Je vais faire voter - comme d'ailleurs l'a fait le Premier ministre TSÍPRAS déjà pour ces réformes-cadres un certain nombre de textes pour bien montrer à mes partenaires, ceux que je sollicite, ceux qui vont me prêter, qu'ils peuvent me faire confiance et qu'ils peuvent donc voter l'ouverture de négociations, puis ensuite l'adoption d'un nouveau programme », donc je pense que la souveraineté a été préservée. Dans la formule initiale sur le fond, des textes ont circulé, il y avait un fonds au Luxembourg. Le Luxembourg est un pays tout à fait respectable et il y a déjà un fonds grec qui est au Luxembourg. Mais ce qu'ont demandé les Grecs, c'est que le fonds soit localisé le fonds où il y avait des actifs qui étaient rassemblés pour servir de garantie en Grèce. Moi, j'ai appuyé cette démarche, je la trouvais légitime et d'ailleurs elle a été acceptée notamment par madame MERKEL.

Journaliste

Monsieur le Président, vous venez de vous féliciter de l'accord qui a été réalisé, qui a été difficile à réaliser. Cela a quand même laissé apparaître beaucoup de fractures entre les pays de la zone euro. Première question : est-ce que ça laissera des traces ? Deuxième question, cela montre un peu dans l'opinion européenne ce sentiment qu'une Europe allemande, même si vous avez tâché de trouver un point d'équilibre, qu'une Europe allemande a imposé sa volonté à d'autres pays ? Merci.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

D'abord les débats au sein de l'Union européenne ont toujours été difficiles. L'histoire de l'Europe est faite de discussions longues, des nuits entières passées sur les budgets, sur les accords monétaires et sur tant d'autres questions y compris agricoles dans un passé qui n'est pas si loin et qui, d'ailleurs, revient aujourd'hui compte tenu des difficultés que vit notre agriculture. Il y a toujours eu des tensions - et encore récemment sur la question des réfugiés. Si je peux me permettre cette confiance : cela a été plus dur sur la question des réfugiés que sur la Grèce, parce qu'après le référendum, il y a eu un premier sommet de la zone euro où des explications ont été demandées mais dès lors qu'il y avait une intention commune de vouloir trouver un accord - même si c'était difficile - cela n'a jamais été tendu comme ça l'avait été sur la question des réfugiés. Il y avait des points de vue différents mais jamais sous la forme de fractures. Ensuite, vous me parlez de l'Allemagne. Mais enfin, vous êtes comme moi, vous regardez un certain nombre d'enquêtes d'opinion. En Allemagne, il y avait quand même une pression assez forte pour le Grexit comme on dit, pour la sortie de la Grèce de la zone euro.

Dans bon nombre de pays - et pas seulement en Allemagne - c'était plutôt l'inclinaison, et j'ai refusé cette solution. Elle figurait, vous l'avez vu, dans la première mouture du texte des ministres des Finances £ cette option éventuelle, une option que l'on appelait B, était finalement une sortie que l'on disait temporaire mais qui aurait eu toutes les caractéristiques d'être définitive.

Si l'on n'avait entendu qu'une seule voix, c'eut été sans doute la voie de la sortie qui pouvait s'exprimer dans certains pays. Ce n'est pas cette voie-là qui a été choisie, c'est bien parce qu'il y a eu cette volonté de compromis jusqu'au bout.

C'est aussi ce qui devait être fait dans cette longue négociation : faire comprendre que l'Europe devait d'abord être européenne et ne pas être au service d'une opinion publique ou d'une autre, d'un Parlement ou d'un autre, parce que sinon il n'y avait pas de compromis.

Maintenant, je respecte les Parlements. Ils vont avoir à se prononcer, tout n'est pas joué. Ce n'est pas parce que les chefs d'Etat et de gouvernement se sont mis d'accord que les Parlements vont suivre, le Parlement grec d'abord puis les autres Parlements. En fait, quand on a déjà exprimé cette volonté, sans doute que les Parlements vont être conscients de leurs responsabilités.

Aujourd'hui, ce n'est pas un pays qui a gagné. Je pourrais dire : « La France a joué son rôle », oui, mais il ne s'agissait pas de traiter du cas français. Il ne s'agissait pas de défendre un intérêt national - encore que je considérais que l'intérêt national, l'intérêt de la France était que la Grèce ne sorte pas de la zone euro. Parce que si la Grèce était sortie de la zone euro, c'eut été une amputation de nos créances qui aurait donc fait perdre de l'argent public, celui que nous avons prêté c'était il y a quelques années à la Grèce.

L'intérêt de la France, c'était que la Grèce ne sorte pas de la zone euro. L'intérêt de la France, c'était aussi que l'Europe puisse avancer avec la Grèce et l'intérêt de la France, c'était aussi qu'on puisse trouver un compromis avec l'Allemagne. Voilà pourquoi, oui, c'est l'Europe qui a gagné.

Journaliste

Monsieur le Président, vous indiquez que l'Europe devait rester européenne. Est-ce que cela veut dire que l'un des points durs de la négociation au petit matin, le fait que semble-t-il le Premier ministre grec ne voulait plus du Fonds monétaire international, est-ce que ce point a été acquis ? Deuxième petite question subséquente, on va dire : vous parliez des privatisations, effectivement, ce fonds qui ne sera pas finalement au Luxembourg, mais est-ce qu'il n'y avait pas aussi un problème de montant ? Est-ce que les cinquante milliards avancés ne paraissaient pas irréalistes à Alexis TSÍPRAS et est-ce qu'il a bien obtenu gain de cause ? Et enfin, la France est engagée directement ou indirectement à hauteur de quarante milliards d'euros en Grèce aujourd'hui sur sa dette £ demain, à travers ce troisième plan d'aide que vous venez d'évoquer, conséquent, de 80 milliards, quel sera le montant de l'engagement de la France ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Alors, je réponds à vos trois questions. Le Fonds monétaire international, d'abord. La Grèce depuis Alexis TSÍPRAS aurait souhaité ne pas demander l'aide du Fonds monétaire international et n'avoir à solliciter que l'Europe à travers le Mécanisme européen de stabilité, le MES. Ce qui a été voulu par les Européens, c'était de dire : « Oui, vous aurez accès au financement européen mais vous devez prendre aussi le financement du FMI ». Pourquoi ? Parce que c'était l'intérêt des pays européens que d'avoir aussi un autre organisme qui pouvait prêter - je vous ai donné les chiffres, 80 milliards - il aurait donc fallu mettre encore davantage, si le FMI n'était pas venu, donc il a été préféré par les pays européens d'avoir le FMI à bord.

Cela n'a pas été facile pour Alexis TSIPRAS parce qu'il n'avait pas forcément ce mandat. Il l'a accepté parce qu'il voulait avoir les financements européens. Et puis ensuite est venue la discussion sur ce fonds des privatisations, 50 milliards qui d'ailleurs seront sur une très longue période et qui servent de gage, de garantie pour le remboursement des prêts, pour ce qu'on appelle la soutenabilité de la dette - pardon de cette technicité il y a déjà la moitié de ce fonds car les banques grecques vont être recapitalisées par le fonds européens. Donc sur les 50 milliards, il y en a 25 qui sont déjà des fonds européens - cela a été d'ailleurs l'objet de la discussion - qui seront remboursés progressivement par la Grèce.

Pour le reste, cela devait effectivement être des actifs qui seront trouvés progressivement et qui pourront être privatisés. Cela a fait l'objet d'une longue discussion et à la fin il y a eu un compromis qui a été trouvé pour que sur ces actifs qui seront peut-être vendus, une part revienne à l'investissement et à la croissance. C'est-à-dire que ce ne soit pas des privatisations pour

simplement rembourser la dette, mais que ce soit des financements nouveaux pour de l'investissement en Grèce. Et c'est à quoi tenait Alexis TSIPRAS et sur lequel il a eu satisfaction. Je le dis à la France : 40 milliards sur les prêts que nous avons déjà engagé - donc c'est le mécanisme européen de stabilité qui va financer - ce sont des fonds qui ont déjà été constitués par relève de la France, c'est pour cela que l'on était vigilants, mais cela n'accroît pas notre endettement pour autant.

Gaétane MESLIN, BFM TV

Monsieur le Président, vous avez parlé des réformes, vous avez parlé du programme d'aide à la Grèce, mais qu'en est-il de la dette de la Grèce, qu'ont consentie les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro sur la dette de la Grèce ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Cela été la question la plus controversée, car certains pays disaient que la dette de la Grèce n'était pas soutenable. Qu'est-ce que cela signifiait ? Si elle n'est pas soutenable, cela veut dire que qu'il ne servait à rien de prêter de l'argent à la Grèce, qu'il valait mieux la sortir de la zone euro et attendre qu'elle se reconstitue pour qu'ensuite il soit possible éventuellement de l'accueillir de nouveau et de lui prêter.

Il fallait donc démontrer que la dette était soutenable pour qu'il y ait l'intervention de l'Europe. Et pour crédibiliser cette dette soutenable, cela est passé justement par ce la constitution de ce fonds d'actifs et les réformes qui ont été demandées pour qu'il y ait plus de croissance et parce que c'était l'argument de TSIPRAS et c'est le bon, il faut qu'il y ait aussi plus de croissance. S'il n'y a pas de croissance, la dette ne sera jamais soutenable. De même que s'il y a des déficits publics en Grèce et que la Grèce ne peut pas se financer sur les marchés, ce sera toujours vers l'Europe qu'elle se dirigera, donc c'était très important qu'il soit démontré que la dette pouvait être soutenable et qu'il y avait des programmes qui ont été mis en place et notamment celui qui va s'ouvrir pour assurer cette confirmation que la dette est soutenable.

Journaliste : inaudible

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

C'est une question qui est bien sûr dans l'accord : il y aura un reprofilage de la dette par un allongement de ce que l'on appelle les échéances des maturités, et par une négociation, sans doute, des intérêts. Cela fait partie de l'accord et c'était un élément très important pour la Grèce bien sûr.

Journaliste

Comment va-t-on faire pour financer les Grecs dans les prochains jours, prochaines semaines et quel est le rôle de la BCE et l'importance de ce qui a été décidé aujourd'hui pour la Banque centrale ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Il a été décidé dans l'accord de réunir aujourd'hui - longtemps on a dit demain, mais en fait c'est aujourd'hui compte tenu de l'heure à laquelle l'accord a été passé - les ministres des Finances, pour qu'on les regroupe avec la Banque Centrale Européenne et qu'il puisse y avoir une décision pour assurer à la Grèce un programme de très court terme.

Je ne peux pas préjuger de ce qu'il sera, cela suppose que les ministres y travaillent parce que ce serait quand même un paradoxe d'avoir fait tout ça si il n'est pas apporté à la Grèce dans un délai très court les moyens de pouvoir réapprovisionner les banques en liquidité et permettre que les banques puissent rouvrir et que les affaires puissent reprendre. Donc ça, ce sera le travail des ministres des Finances et de l'Eurogroupe, et pour ce qui concerne la Banque Centrale Européenne, elle est indépendante, donc je ne peux pas m'exprimer pour dire ce que j'attends d'elle. Mais ce dont je suis sûr, c'est que s'il n'y avait pas eu d'accord, si l'accord n'avait pas été clair, la Banque Centrale Européenne n'aurait pas pu poursuivre son activité de liquidité à l'égard des banques grecques et à l'égard de la Grèce. Donc c'était la condition indispensable. Mais cela va prendre encore quelques jours.

Nicolas REVERET, Ouest France

Est-ce que la crédibilité de l'Europe n'est pas atteinte au niveau de l'extérieur ? Deuxièmement est-ce que sur l'Etat, on arrive également sur le bout d'un accord, est-ce que vous avez des

est-ce que sur l'Iran, on arrive également sur le bout d'un accord, est-ce que vous avez des commentaires à faire, ainsi que sur l'accord sur la Libye qu'on a eu samedi soir ? C'est le trio des accords.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Je ne peux pas être partout, mais premier point : la crédibilité de l'Europe aurait été atteinte s'il n'y avait pas eu d'accord aujourd'hui. Qu'aurait-on dit ? Pas simplement qu'on avait passé une nuit - c'est arrivé, je l'ai dit tellement de fois dans l'histoire de l'Europe - mais c'est qu'on n'aurait pas été capables après tant de jours, tant de nuits, tant de travail, tant d'efforts de la part des Grecs, tant de volontés de compromis et de recherches d'une bonne conclusion, de trouver un avenir à la zone euro. Oui là la crédibilité aurait été atteinte.

La crédibilité, ce n'est pas le nombre d'heures que l'on passe pour chercher un accord, c'est de savoir si l'on trouve le bon accord ou non. Cet accord est-il bon ou pas ? Est-ce que cet accord est durable ? C'est là-dessus qu'on jugera les européens par rapport à ce qui s'est décidé aujourd'hui.

Ensuite, Laurent FABIUS est présent à Vienne, les négociations se sont accélérées, je ne peux pas préjuger là encore de la conclusion, mais c'est vrai que nous ne sommes pas forcément très loin. Mais là aussi, ne pas être très loin ne veut pas dire qu'on est arrivé. Et cela aurait pu se produire justement avec la Grèce, on n'était pas très loin pendant toute une partie de la nuit, mais entre pas très loin et là, il y a un écart. Et cet écart fait qu'à ce moment là il n'y a pas d'accord.

Sur la Libye, c'est un progrès mais il y a une partie prenante qui n'a pas signé, et donc il va falloir chercher encore avec cet accord à réunir toutes les fractions et notamment le gouvernement de Tripoli pour qu'il puisse y avoir enfin un gouvernement d'union et une stabilité, en Libye c'est indispensable si on veut éviter ce qui s'y produit, c'est-à-dire les trafics, c'est-à-dire le terrorisme et aussi l'incapacité du pays à assurer sa propre sécurité.

Merci.